

Réforme et pouvoir d'achat :

des fonctionnaires maltraités, des gabelous négligés !



Nos camarades de la section marseillaise ont récemment publié un article relatif aux mesures salariales et indemnitaires à destination des fonctionnaires et la fameuse « indemnité inflation » (prime de 100€ à lire [ici](#)). Ils rappelaient comment le gouvernement cherche à arroser « ses » futurs électeurs à coup de milliards d'euros, pendant que la plupart de « ses » fonctionnaires d'Etat, et notamment « ses » douaniers, ne sont visiblement pas traités avec autant de bienveillance. Entre coup de com', coup de pouce et coup de Jarnac, qu'en est-il exactement pour les gabelous ?

Comment sommes-nous traités financièrement ?



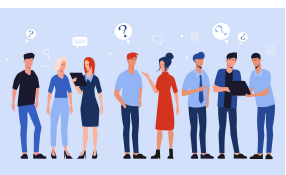
- 1,2% d'augmentation salariale en 11 ans, soit **0,11% par an**, et un refus de revenir à la raison alors que l'inflation s'emballe (2,50% en un an).
- Une aumône en terme de compensation de part patronale des frais de mutuelle, (lire la [PSC](#)) d'un montant de **15€ brut**, ce qui donnera un montant réel de 8 ou 9 euros, impôts et charges déduites. Elle est pourtant à hauteur de 50% de la cotisation dans le secteur privé depuis 2016 !
- Une augmentation en trompe l'œil pour les catégories C, puisqu'elle est due en grande partie au **rattrapage nécessaire par rapport à l'évolution du SMIC** et complétée par un **avancement anticipé** d'une année d'échelon. Cette mesure, si elle est légitime et nécessaire pour ces bénéficiaires, ne vaut qu'une fois pour toutes et ne sera donc pas répétée.

Comment sommes-nous traités structurellement ?



- Une stabilité de l'emploi douanier sur 4 ans, annoncée fin septembre, alors qu'il faudrait bien plus d'agents pour assumer nos missions : les témoignages pleuvent de partout quant au **sous-calibrage des emplois de référence (ER)**. En outre, il manque toujours **2 à 300 recrutements supplémentaires pour faire face au Brexit**.
- Le dépeçage des OP/CO : **700 emplois supprimés** via le transfert de la fiscalité vers la DGFIP au profit du fameux « guichet unique », qui va tuer la mission de contrôle et par là même, la protection des populations concernées.
- Un « contrat d'avenir » qui n'en finit plus d'être annoncé, dédié principalement aux moyens matériels, et qui a tout du **marché de dupes**.
- Des expérimentations (le LabAura) en Surveillance qui ont visiblement en arrière-plan une **forte dérégulation de l'organisation et des rythmes du travail** au détriment des agents.

Que font-ils à titre social ?



- Un système de LDG inique imposé unilatéralement par les gouvernants, faisant **perdre toute garantie de promotion ou de mutation équitable** aux agents (lire le [DP N°171](#)).
- Des textes d'accompagnement des restructurés en recul par rapport aux précédents, qui débouchent sur le **plus lamentable épisode de dialogue social sur les restructurations douanières depuis 20 ans**.
- La **perte de l'assurance de rester à la résidence** douanière obtenue aux forceps par l'UNSA Douanes lors des négociations de 2015.
- **Aucune compensation indemnitaire**, comme lors des précédentes restructurations en douane, à titre de *pretium doloris* pour l'ensemble de la corporation (IMT, IR ou ACF, promotions).

UNSA Douanes : le syndicat 100% douaniers !



Réforme et pouvoir d'achat : des fonctionnaires maltraités, des gabelous négligés !



Décryptage

Concernant les mesures financières, il n'y a que des dispositifs de rattrapage, le reste ne relève que de l'entourloupe car **aucune annonce de portée générale et pérenne** n'est sortie des ministères.

En 5 ans, la seule véritable augmentation salariale accordée aux agents des douanes, relève de l'accord signé en mai 2019 (G. Darmanin à l'époque). Le constat est regrettable mais sans équivoque : **ce n'est que face à la mobilisation des personnels, que nos dirigeants entendent revaloriser la rémunération des gabelous !**

Au niveau social, nous devons nous contenter de pseudos négociations qui n'ont consisté qu'en volume de réunions et non en qualité pour, au final, déboucher sur un **clash en juillet dernier**. La Directrice générale s'emploie à le dissimuler par tous les moyens, en affirmant que nous avons validé son projet alors que c'est faux ! (de Bercy à...Darty ???)

Pendant ce temps, **le ministre**, pourtant sollicité début octobre pour sortir de cette ornière, montre, jusque là, fort peu d'enthousiasme à apaiser le clash. Hier encore, à l'occasion du CT ministériel (le 16-11-2021), il **s'auto-félicitait** de : « *la poursuite des discussions à la Douane* » On aimerait savoir à quelles discussions il fait allusion exactement ??? L'UNSA Douanes n'a pourtant plus siégé en instance officielle depuis le 23 septembre à Montreuil...

En clair tout se délite dans notre univers par la volonté de « pseudos modernistes » qui n'ont qu'un but : paupériser ses personnels, tuer la fonction publique à petit feu et la vendre à la découpe au secteur privé !

Pour l'UNSA Douanes, c'est l'augmentation de la valeur du point d'indice qui devrait garantir le pouvoir d'achat de tous les agents publics et non pas un saupoudrage de primes au gré des envies de nos dirigeants.

Quant au climat social, il ne pourra pas s'apaiser, du moins à notre niveau, tant que les échanges ne seront pas animés par la volonté d'aboutir à un véritable compromis, dans une ambiance franche et loyale.

Une régression en marche

La politique de contournement est bien *en marche* depuis 2017, à la faveur d'un **dénigrement quasi systématique de l'action syndicale**, avec des promesses non tenues, des affirmations mensongères et la volonté d'instaurer des règles qui opposent et désunissent les salariés.

Plus tard, elle a malheureusement été facilité par la crise sanitaire et les restrictions qui en découlent, mais également avec l'apathie, la complaisance, voire la complicité de certains corps intermédiaires.

Au final, il ne faut pas s'y tromper, c'est bien les agents qui payent les frais de cette politique de régression sociale !

Une opposition nécessaire

L'UNSA Douanes n'est pas un syndicat d'opposition systématique. Lorsque les échanges sont menés sous le sceau de la sérénité et de la franchise, dans le but de tenir compte des intérêts de chaque partie, nous avons toujours su nous engager dans le dialogue, à la recherche du juste compromis et à la conquête de droits pour les agents.

Un sage douanier nous a dit un jour : « Pour danser le tango, il faut être deux »

Dès lors, **notre signature n'est pas à vendre**. Quand l'UNSA Douanes fait le choix de s'opposer et de résister, ce n'est ni par posture, ni par chantage, mais tout simplement par sincérité et honnêteté envers les personnels, afin de préserver les valeurs de solidarité, d'entraide, de partage et d'égalité qui ne cesseront jamais de l'habiter.

